

Lyautey, l'Afrique du Nord et l'expansion coloniale Vers une nouvelle conception du Protectorat

Jean-Pierre Pister

Excepté dans notre Lorraine, la figure du Maréchal Hubert Lyautey (1854-1934) est, de nos jours, en grande partie oubliée, surtout en cette période d'agitation « décoloniale » propre à certains milieux. C'est d'autant plus regrettable que l'intéressé, artisan de la mise en valeur d'un Maroc associé à la France, est à l'origine d'un type nouveau de relation coloniale érigée en Protectorat.

L'émergence d'un destin, la première révélation du Maghreb

Hubert Lyautey est né à Nancy, le 17 novembre 1854, dans une famille partiellement d'origine aristocratique. À peine âgé de deux ans, il fut victime d'un grave accident survenu lors d'une cérémonie organisée sur la place Stanislas, pour la naissance du Prince impérial, fils de Napoléon III. Sa famille maternelle habitait alors à l'emplacement actuel de l'Hôtel de la Reine. Alors qu'il assistait à l'événement dans les bras d'une nourrice, il échappa à celle-ci et tomba de la hauteur d'un étage. Il se rétablit miraculeusement au prix de plusieurs années d'une enfance passée en position allongée, portant de multiples corsets et autres accessoires. Il fut notamment soigné par le célèbre chirurgien Alfred Velpeau, inventeur d'une bande de compression éponyme. Cette immobilisation induira chez le jeune enfant un goût particulièrement prononcé pour la lecture et les activités sédentaires, avant qu'il puisse se mettre à l'équitation. Finalement rétabli, il poursuivra une scolarité secondaire normale, successivement au futur lycée Poincaré de Nancy puis au lycée Carnot de Dijon, suivant les déménagements successifs de ses parents. Comme il était particulièrement doué en mathématiques, son père rêvait d'en faire un polytechnicien. Il fut ainsi admis en classe préparatoire dans le prestigieux établissement de Sainte-Geneviève, alors installé à Paris, tenu par les Jésuites et appelé familièrement « Ginette ». Mais, dans le contexte de l'humiliation subie par le pays au terme de la guerre franco-allemande de 1870-71, l'adolescent fut saisi d'une ardeur patriotique somme toute assez fréquente dans ces années d'après-guerre et il s'orienta vers le concours d'entrée à Saint-Cyr. Admis le 24 octobre 1873, il en sortit à un rang honorable, en 1875.

En février-mars 1878, il put bénéficier, à titre privé, d'un congé d'une quarantaine de jours, ce qui lui permit d'accomplir un premier voyage en Afrique du Nord. Son choix se porta sur l'Algérie dont la conquête était à peine achevée et placée sous domination française depuis moins de 50 ans. Ce périple se déroula du 3 février au 5 mars 1878 et permit au jeune sous-lieutenant de parcourir le pays d'Est en Ouest, et de découvrir notamment les cités de Philippeville, Constantine, Batna, Biskra, Sétif, et Bougie d'où il gagna Alger pour un court séjour de cinq journées. Ensuite, continuant vers l'ouest, il visita Orléansville, Sidi-Bel-Abbès, Tlemcen et enfin Oran d'où il réembarqua vers la métropole. Ce premier voyage influença fortement le jeune officier à plusieurs titres. Il se passionna d'abord pour les sites archéologiques issus de l'occupation romaine en Afrique du Nord et il admira particulièrement l'ancienne cité de Lambèse. Formé par les longues années de lecture intensive consécutive à son accident, Lyautey se révélait déjà comme le type parfait du « soldat-intellectuel ». Se développa également une empathie précoce pour le monde arabo-musulman sur lequel le regard des Européens était alors totalement différent de ce que l'on peut connaître de nos jours. Il n'hésita pas à entamer ses premières démarches pour acquérir quelques notions de la langue arabe. Son séjour à Alger « la blanche », restructurée alors dans

un style haussmannien, se traduit par des sentiments empreints de larges réserves à l'égard des quelques éléments de la société coloniale telle qu'il put la percevoir. Quelques fragments de ses notes de voyage transcrites sur un carnet sont particulièrement révélateurs. On peut y lire notamment les réflexions suivantes : « L'Arabe priant est superbe. Je respecte décidément de plus en plus ces gens-là, si ignorants de ce que peut être le respect humain, si fiers et si dignes dans leur foi... Décidément, [Alger] n'est pas ma ville, le Français y est mauvais teint et l'Arabe trop bon teint, on sent que tout y est apprêté ; il ne faut pas espérer y surprendre l'Arabe, sa vie, sa couleur. L'Anglais a trop passé par là : il n'y a plus que de la pacotille et du pastiche ».

Le second séjour en Algérie dura deux années, d'octobre 1880 à octobre 1882. Il s'inscrivit alors dans le déroulement normal de la carrière d'un jeune lieutenant, d'abord affecté à Orléansville dans le cadre du deuxième régiment de hussards, jusqu'en mars 1881 ; puis à l'état-major de la subdivision d'Alger. Promu capitaine le 22 septembre 1882, il fut affecté au quatrième régiment de chasseurs à cheval d'Épinal, mais envoyé à Bruyères où deux de ses escadrons y étaient détachés¹. Il ne revit l'Afrique du Nord que deux décennies plus tard. Ce second séjour affina la réflexion de Lyautey sur la présence française en Afrique du Nord. Le jeune lieutenant approfondit d'abord sa connaissance de la langue arabe auprès d'érudits locaux et devint un parfait arabisant, préoccupation plutôt rare dans la société militaire d'alors. Nous sommes dans les premières années de la III^e République qui essaie laborieusement de mettre au point une pratique coloniale nouvelle. Lyautey s'intéresse de près aux débuts de la politique algérienne de la III^e République. Il est scandalisé par la nomination, comme premier gouverneur civil de l'Algérie, d'Albert Grévy, frère du président de la République Jules Grévy. La politique de départementalisation conçue à Paris le révolte. Il récuse notamment l'éviction de notables algériens au profit de fonctionnaires français. On peut lire ainsi, toujours dans ses carnets : « L'Agha Mohammed, chef militaire de l'Ouarsenis, de petite noblesse, mais de grand courage, commandeur de la Légion d'Honneur ; des larmes de rage venaient aux yeux du pauvre homme, qui ne peut se faire à l'idée de dépendre d'un sous-préfet de la République ». Si-Anni Ben Ahmed, caïd des Ouled Si-Anni, nous a reçus sans presque se déranger ; il était superbe, assis devant sa porte sur un tapis d'Orient, entouré d'un peuple de serviteurs ou de fils ; grand luxe, tapis splendides, service à café en argent ciselé et porcelaine de Chine, fins haïks et costume de satin ».

Ses sentiments à l'égard de l'embryon de population européenne, installée alors au cœur des principales villes ne manquent pas d'être ambivalents, même s'il est accueilli à Alger par quelques grandes familles qui permettent à cet esthète d'être mis en contact avec les grands acteurs de la vie littéraire et artistique locale. Mais, dans le même temps, il ne manque aucune occasion d'être reçu par de grands notables de la société musulmane parmi lesquels on peut citer Si Kaddour Chérif, juge arabe à la Cour d'appel, le Muphti Bou Kandoura, Mustapha Pacha, petit-fils du dernier dey expulsé vers Naples, en 1830. Enfin, on ne peut pas ne pas mentionner son professeur d'arabe qui contribue à lui inculquer une véritable maîtrise dans la pratique de cette langue difficile.

Avant de retrouver l'Algérie, Lyautey est nommé chef d'escadron en 1893 puis colonel, en 1900. Dans les années 1880, la réflexion politique du jeune officier s'est orientée vers l'idéalisation d'un royalisme légitimiste modéré. Il eut ainsi le privilège de rencontrer, peu avant sa disparition, le comte de Chambord dans sa résidence d'exil en Autriche. Celui-ci le charge d'une mission auprès du pape Léon XIII qui songeait déjà à inciter les catholiques français à se rallier à la République. Lyautey fut ainsi reçu en audience pontificale à Rome mais cette démarche n'aboutit pas. Cela ne l'empêcha pas de se lier avec certains milieux proches du Catholicisme social dont le pape formulera les contenus dans sa célèbre

¹ François de ROUX, *La Jeunesse de Lyautey*, Paris, Calmann-Lévy, 1952.

encyclique de 1891, *Rerum novarum*. On peut citer ainsi Albert de Mun et Eugène-Melchior de Vogüé. Ce dernier incitera Lyautey à publier, en cette même année 1891, dans la célèbre *Revue des deux Mondes*, son fameux essai *Du rôle social de l'officier*. L'auteur, réfléchissant sur les changements induits par la généralisation d'un service militaire universel, conçoit une nouvelle pratique du commandement destiné à promouvoir socialement la jeunesse, sans distinction de classe, sur une base égalitaire. On peut y lire, notamment : « Aux officiers de demain, dites que, s'ils ont placé leur idéal dans une carrière de guerres et d'aventures, ce n'est pas chez nous qu'il faut poursuivre ; ils ne l'y trouveront plus : arrachez-leur cette illusion avant les déceptions tardives. Mais donnez-leur cette conception féconde du rôle moderne de l'officier devenu l'éducateur de la nation entière ». Cet article parut d'abord anonymement sans la couverture de la hiérarchie et provoqua un début de scandale mais valut rapidement une véritable notoriété à son auteur dont l'identité ne tarda pas à être révélée. Cela incitera l'autorité militaire supérieure, en la personne du général de Boisdeffre, à souhaiter l'éloignement temporaire de l'intéressé.

La carrière de Lyautey ne reste donc pas limitée à la métropole. Il est en effet affecté à l'état-major du général Gallieni qui ne tardera pas à devenir un de ses maîtres à penser en matière de réflexion coloniale, d'abord en Indochine, ensuite à Madagascar. Lyautey arrive en effet au Tonkin le 20 novembre 1884 et rejoint ensuite Gallieni à Madagascar le 7 septembre 1897. Dans cette grande île de l'océan Indien organisée en royaume malgache et déjà imprégnée d'un protestantisme d'origine anglo-saxonne, il est particulièrement indigné par le sort réservé à la Reine Ranavalona III. Sur l'ordre du gouvernement français, celle-ci est destituée en 1897, exilée à la Réunion puis déportée à Alger où elle mourra en 1917, sans avoir pu revoir son pays. Un tel procédé indigne particulièrement le monarchiste légitimiste qu'est Hubert Lyautey. Celui-ci saura s'en souvenir bien des années plus tard au Maroc.

L'expérience algérienne d'Aïn Sefra à Oran (1903-1909)

En 1903, Lyautey est heureux de retrouver l'Algérie après plus de deux décennies puisqu'il est chargé du commandement du secteur d'Aïn Sefra, dans le sud oranais, à la limite du désert, à compter du 9 septembre. S'il est accueilli fraîchement par son nouveau supérieur hiérarchique, le général O'Connor, commandant de la subdivision d'Oran, il ne tarde pas à se lier d'amitié avec celui qui fut un des plus lucides et libéraux gouverneurs civils de l'Algérie, Charles Jonnart (1857-1927), futur ministre des Affaires étrangères, puis diplomate de haut vol. Ce dernier deviendra ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, lors de la reprise des relations diplomatiques avec la Papauté, en 1920. Lyautey rejoint Aïn Sefra le 2 octobre et reçoit sa promotion comme général de brigade une semaine plus tard. Son nouveau commandement lui donne la responsabilité de la frontière avec le Maroc, à un moment où ce pays commence à poser un sérieux problème dans la vie internationale. Il doit, en particulier, limiter l'incursion de tribus insoumises en territoire algérien. Mais, dès octobre 1904, le nouveau général est accaparé par le drame qui marque la région d'Aïn Sefra avec de graves inondations qui provoquent de nombreuses victimes. Il engage ses légionnaires dans de multiples actions de sauvetage, largement relatées par la presse. Il se trouve également confronté à la disparition d'une femme de lettres au destin exceptionnel, Isabelle Eberhardt (1877-1904), passionnée par l'Afrique du Nord, à laquelle Edmonde Charles-Roux a consacré un remarquable ouvrage il y a quelques années. Lyautey s'engagera personnellement à faire réaliser une sépulture digne de l'écrivaine et à rechercher des documents constituant les derniers éléments d'une œuvre littéraire inachevée. L'année suivante, il a l'occasion de faire la connaissance de Charles de Foucauld et, en dépit de convictions personnelles alors proches de l'agnosticisme, il engage ses officiers et ses hommes à se rendre régulièrement à la messe.

Mais c'est la stabilisation de la frontière avec le Maroc qui constitue l'essentiel de son action. Fixée par un traité fort mal appliqué depuis 1845, celle-ci n'a jamais constitué une barrière étanche entre l'Algérie et ce qu'il est convenu d'appeler le « Royaume chérifien ». Le Maroc est alors le seul État resté théoriquement indépendant en Afrique du Nord après la conquête de l'Algérie et l'érection de la Tunisie en un protectorat mal défini. Le pays est institué en Monarchie théocratique, au bénéfice de la dynastie des Alaouites qui règnent depuis le XVII^e siècle et dont le souverain, qui porte le titre de sultan, est censé descendre du Prophète Mahomet. Dans les premières années du XX^e siècle, le Maroc est en plein désordre. L'administration y est exercée par un appareil administratif théoriquement dirigé par le sultan, le Makhzen, avec à sa tête un Grand Vizir. Mais son autorité est compromise aussi bien par l'endettement du pays auprès de grandes banques européennes que par l'insoumission de multiples tribus périphériques. Quant aux différents sultans, ils préfèrent s'adonner à des plaisirs superficiels plutôt que de se consacrer à leur royaume. C'est le cas notamment de Moulay Abdelaziz (1894-1908) et de Moulay Abdelhafid (1908-1912). Plusieurs États européens sont donc tentés par une mainmise sur un pays en pleine ébullition : c'est le cas, en particulier, de l'Allemagne restée, d'abord, à l'écart du mouvement colonial au temps de Bismarck, jusqu'en 1890. L'Espagne du Roi Alphonse XIII, dépossédée des derniers lambeaux de son vaste Empire, Cuba et les Philippines, en 1898, regarde également vers ce Maroc si proche. Afin d'éviter une grave crise internationale, la conférence organisée à Algesiras, au sud de l'Andalousie, du 16 janvier au 7 avril 1906, réunira les délégations de douze États européens, un représentant du sultan chérifien et deux diplomates américains envoyés par le président Théodore Roosevelt médiateur et arbitre implicite. La France est représentée par les diplomates Paul Révoil et Eugène Régnauld. L'objectif est de réguler les interventions étrangères au Maroc, notamment dans le domaine financier. À l'Allemagne est attribué un simple droit de regard sur les affaires marocaines. La France et l'Espagne sont chargées de responsabilités spécifiques au sein du Royaume chérifien, en particulier, la police des ports et le droit de créer une banque d'État.

Le compromis d'Algesiras n'empêcha pas l'Allemagne de procéder à plusieurs provocations. Déjà, en mars 1905, avait eu lieu la visite surprise du Kaiser Guillaume II à Tanger. En juillet 1911, la pénétration, en rade d'Agadir, de deux bâtiments de guerre allemands faillit déclencher une guerre européenne dont le Maroc serait à l'origine. En dernier ressort, le « coup d'Agadir » fut soldé pacifiquement grâce au savoir-faire diplomatique du chef du gouvernement français, Joseph Caillaux. L'Allemagne recevra alors quelques compensations coloniales, dont 272 000 km² de territoires en Afrique équatoriale au profit du Cameroun allemand, le gouvernement de Berlin laissant, non sans arrière-pensée, la France libre de renforcer son influence au Maroc.

Depuis plusieurs années, le long secteur frontalier dont Lyautey avait la charge constituait un enjeu important et la tentation était grande de pénétrer en territoire marocain pour mettre un terme à l'incursion de tribus insoumises. Le Quai d'Orsay, résolu, dans un premier temps, à ménager le Maroc en dépit de sa situation d'anarchie, interdit à Lyautey toute incursion au-delà de la frontière, mais celui-ci parvient à neutraliser des tribus rivales et à pacifier le secteur sensible de Bou Denib. Il se retrouve donc responsable d'une zone qui s'étend du littoral jusqu'à Colomb-Béchar, ce qui rend possible la construction d'une liaison ferroviaire, le long de la frontière. La situation semble donc provisoirement stabilisée. Lyautey, largement soutenu à Paris par les animateurs du parti colonial dont Eugène Étienne, député d'Oran, reçoit les félicitations du gouvernement français. Un hommage solennel lui est rendu à la Chambre des députés, le 6 décembre 1906, par Stephen Pichon, alors ministre des Affaires étrangères, en dépit des réserves de Clemenceau, chef du gouvernement. Trois jours plus tard, il est nommé général de division, chargé du commandement de l'ensemble de l'Oranie. Il s'installe alors au Château Neuf, résidence traditionnelle des gouverneurs de la division

d'Oran, et l'homme de culture qu'il n'a jamais cessé d'être s'intègre remarquablement à la vie mondaine et culturelle de la grande cité de l'ouest algérien. Il copréside ainsi, avec le maire, l'inauguration du nouvel opéra, le 29 octobre 1908. L'année précédente, il a été chargé d'occuper la région d'Oujda à quelques kilomètres de la frontière avec l'Algérie, en représailles de l'assassinat d'un médecin français à Marrakech. La même année, il est nommé haut-commissaire pour l'ensemble des confins algéro-marocains et on lui confie une première mission d'observation à Casablanca, exercée dans le cadre du traité d'Algésiras. Il rencontre à cette occasion Inès de Bourgoing qui deviendra son épouse en 1909, et qui se trouvait alors au Maroc dans le cadre d'une mission humanitaire. La France semble résolue à appliquer à la lettre, voire à dépasser ce qui lui a été autorisé par la Conférence d'Algésiras. À la suite du compromis établi avec l'Allemagne après le « coup d'Agadir », signé en novembre 1911 et ratifié par le Parlement français au début de 1912, on peut considérer que la France a pratiquement les mains libres pour agir au Maroc et y établir sans tarder un nouveau protectorat. Entre-temps, pour une courte période, Lyautey a été chargé de commander la région militaire de Rennes. Il devient alors général de corps d'armée et fait la connaissance du futur maréchal Joffre. Celui-ci souhaite lui confier de hautes responsabilités et l'associe à quelques manœuvres. Le nouveau promu prend également le temps de suivre les cours du centre des hautes études militaires. Mais c'est au Maroc que les ambitions de Lyautey ne tardent pas à donner leur pleine mesure.

De l'Algérie au maroc : une nouvelle conception du Protectorat (1912-1925)

Dès le 30 mars 1912 est signé le traité de Fès entre le Sultan Moulay Hafid et le diplomate français Eugène Regnault qui fixe les bases du nouveau protectorat marocain. Lyautey ne tarde pas à débarquer à Casablanca et à rejoindre la ville impériale où séjournait essentiellement le Sultan. Mais Fès est en pleine ébullition, l'autorité du Sultan est particulièrement contestée et des éléments de tribus insoumises ont plongé la cité dans un réel chaos. Lyautey se tire de cette situation délicate grâce à l'arrivée de renforts et est solennellement nommé résident général, le 28 avril. En quelques mois, il parvient à rétablir l'ordre dans plusieurs villes importantes d'un pays alors en pleine ébullition. Quelques semaines plus tard, en compagnie du général Mangin, il fait son entrée solennelle à Marrakech. Le 27 novembre, sera signé le traité de Madrid entre le royaume chérifien et l'Espagne, préparé et négocié de longue date avec la France. Est ainsi institué un protectorat de l'Espagne sur la région du Rif, à l'extrême nord du pays et sur quelques petits territoires, à l'extrême sud, dont le secteur d'Ifni, seulement occupé en 1934.

Lyautey ne tarde pas à mettre en place les nouvelles relations prévues par le traité de Fès entre le Maroc et la France. Il souhaite éviter ce qu'il a pu observer en Algérie, à savoir une forme d'administration directe décidée à Paris et appliquée sur place par le gouverneur. Il prend donc le titre de Commissaire Résident général dépendant du ministère français des Affaires étrangères et non du ministère de l'Intérieur. Il est décidé à appliquer scrupuleusement les dispositions du traité de Fès qui laisse au sultan certaines prérogatives. Mais il est particulièrement conscient des crises qui ont induit le déclin de la dynastie alaouite et il lui paraît indispensable d'aboutir à un changement de souverain. Il parvient, à force de persuasion et de savoir-faire diplomatique à éloigner le sultan Moulay Hafid qui abdique le 12 août. Celui-ci est alors remplacé dès le lendemain par son frère jugé plus docile, Moulay Youssef, qui règnera jusqu'en 1927. Lyautey pourra s'exclamer : « Moulay Youssef, ma plus belle réussite ». Les descendants du nouveau Sultan régneront sur le Maroc jusqu'à nos jours : Mohamed Ben Youssef, devenu le roi Mohammed V au moment de l'indépendance en 1956 et disparu brutalement, des suites d'une opération bénigne, en février 1961 ; le prince Moulay Hassan devenu roi à la mort de son père et régnant sous le nom d'Hassan II jusqu'à sa disparition en juillet 1999 ; enfin, le roi actuel, Mohamed VI, fils d'Hassan II.

Parmi les dispositions du Traité de Fès auquel tient particulièrement le nouveau résident général, il faut mentionner :

- Le strict respect du protocole en usage dans la monarchie chérifienne. C'est d'autant plus important pour Hubert Lyautey qui n'a jamais renié ses sentiments légitimistes.
- Le maintien de la pratique de l'hommage annuel rendu solennellement à la personne du sultan.
- Le droit, pour les forces françaises envoyées au Maroc et placées sous l'autorité du résident général de procéder à la pacification des tribus périphériques encore insoumises et désignées par le terme spécifique de « Bled siba ».
- Le maintien de l'appareil administratif traditionnel propre à la monarchie chérifienne, le Makhzen, nonobstant une profonde réforme et l'encadrement par des fonctionnaires français désignés par la Résidence.
- La relative marginalisation du grand Vizir, sorte de premier ministre du sultan, réduit essentiellement à un rôle protocolaire. El Mokri, le dernier Grand Vizir, restera au service de Moulay Youssef puis de Mohamed ben Youssef, futur Roi Mohammed V, jusqu'au lendemain de l'indépendance en 1957.

L'ensemble de ces dispositions suppose une montée en puissance des services de la Résidence avec le risque de basculer vers un système d'administration directe telle qu'il est pratiqué en Algérie. Lyautey, adversaire de cette tendance, luttera de toutes ses forces, jusqu'à la fin de son séjour au Maroc, pour éviter cette évolution. Ce ne sera pas le cas de tous ses successeurs. Les futurs rapports entre le Sultan et le résident général vont devenir un sujet particulièrement sensible dans la vie politique marocaine. Avant de devenir le Roi Mohammed V, en 1956, Sidi Mohamed Ben Youssef a entretenu, ainsi des rapports très inégaux avec les successeurs de Lyautey. S'il s'entend de façon à peu près correcte avec le général Noguès, à la veille de la seconde guerre mondiale et jusqu'en juin 1943, il aura en revanche des relations détestables avec le futur maréchal Juin, de 1947 à 1951.

Le traité de Fès engage la France dans un strict respect des traditions religieuses du pays. Ses rédacteurs ont insisté sur la nécessité de réformes importantes dans les différents domaines administratif, scolaire, économique, militaire. Cet engagement de la puissance protectrice est censé procéder d'une délégation de pouvoirs promulguée par le Sultan. De même, est mentionnée l'interdiction, pour le pouvoir chérifien, de continuer à pratiquer une politique insensée d'emprunts auprès des banques étrangères, la Résidence veillant de près un total assainissement dans le domaine financier. Enfin, pour ce qui concerne les relations internationales, ce sont des agents consulaires français qui sont chargés de représenter les intérêts des ressortissants du Royaume chérifien. Le sultan ne peut donc pas, de sa propre initiative, signer le moindre traité avec un État étranger, sans l'aval de la France représentée par son résident général.

Lyautey est résolu à appliquer les principales dispositions de ce traité sans brutalité et avec modération, s'efforçant de maintenir une constante cordialité dans ses rapports personnels avec Moulay Hafid. Passionné par l'architecture et par les travaux de génie civil, il lance une grande dynamique de modernisation du pays sur le plan de l'aménagement urbain, des routes et des transports. Mais la pacification des secteurs encore insoumises constitue un obstacle à cette ambition. C'est dans le domaine de l'urbanisme que les changements les plus considérables ne tardent pas à apparaître, dès les premières années. Précisons d'abord que pour des raisons d'efficacité administrative et de sécurité, Lyautey, avec l'accord du sultan, a installé la capitale à Rabat, délaissant quelque peu Fès qui fait pourtant l'objet de travaux de restauration importants. Lyautey attire au Maroc nombre d'architectes et d'ingénieurs français pour concevoir le passage du pays vers le XX^e siècle. L'architecte Albert Laprade est ainsi chargé de la modernisation de Rabat et de la construction des bâtiments de la Résidence générale qui sera

transformée provisoirement, après l'indépendance, en ambassade de France. La nouvelle capitale est dotée de nouveaux quartiers conçus selon un plan hippodamien. Lyautey, soucieux de préserver le patrimoine spécifique au Maroc, souhaite voir s'organiser les villes en deux secteurs distincts : les médinas traditionnelles qu'il faut restaurer avec le soin le plus minutieux et les nouveaux quartiers modernes, à court terme destinés aux nouveaux colons européens dont Lyautey ne souhaite pas une arrivée trop massive. Par exemple, à Marrakech, cohabitent la médina restaurée et conservée avec soin et le nouveau quartier dénommé « Guéliz », c'est-à-dire doté d'une église, destinée aux ressortissants français installés dans la ville. Particulièrement respectueux à l'égard de l'Islam et de ses traditions telles qu'elles sont pratiquées dans un pays où le sultan est censé descendre du prophète, Lyautey se montre particulièrement pointilleux concernant la sauvegarde des mosquées dont il interdit l'accès aux non-musulmans. Il surveille ainsi de près l'entretien de la Mosquée el-Qaraouiyyîn de Fès qui servira de modèle à l'érection de la Grande Mosquée de Paris, un projet conçu par lui-même. Cette réalisation est achevée et inaugurée en 1926 par le président de la République Gaston Doumergue en présence du Sultan, mais en l'absence de l'ancien résident général, tombé, entre-temps, en disgrâce. Cette empathie pour l'Islam peut surprendre dans le contexte actuel. Mais l'historien doit bannir tout anachronisme et il faut admettre qu'au début du XX^e siècle, la vision des Occidentaux à l'égard de la religion musulmane est totalement différente, marquée par la tendance « orientaliste » qui imprègne alors la littérature et les principaux arts. Un des principaux collaborateurs de Lyautey, Si Kaddour Benghabrit (1868-1954), sera, à l'initiative de ce dernier, promu fondateur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris.

Dès la mise en place du Protectorat par l'application du traité de Fès, la notoriété dont jouit le général Hubert Lyautey en France lui permet d'être élu à l'Académie française le 31 octobre 1912. Il n'y sera reçu cependant que le 8 juillet 1920 par Mgr Duchesne, directeur de l'École française de Rome, à la suite des circonstances exceptionnelles consécutives à la Grande guerre. Lyautey a fort mal vécu la crise de juillet 1914 et l'entrée en guerre du 3 août. Non sans lucidité, il voyait dans ce conflit le début d'une guerre civile européenne. Légitimiste attaché à Nancy et à sa province natale, il était particulièrement attristé de devoir considérer l'Autriche des Habsbourg, anciens ducs de Lorraine, comme une puissance ennemie. En 1917, il se montrera favorable aux tentatives de paix séparée entreprises par l'empereur Charles I^{er} et l'impératrice Zita. Nous savons que ces initiatives échouèrent devant l'hostilité manifestée, notamment, par Clemenceau.

Le 12 décembre 1916, il accepte, non sans réticence, de devenir le ministre de la Guerre du sixième gouvernement présidé par Aristide Briand. Peu préparé à cette fonction, il entretiendra des rapports difficiles avec les institutions parlementaires. Les historiens se montrent généralement assez sévères à l'égard de cet épisode ministériel qui prend fin dès le mois de mars 1917. Bien qu'officier général, Lyautey avait plus l'âme d'un bâtisseur que d'un guerrier. On s'accorde cependant, de nos jours, à lui reconnaître le mérite d'avoir préconisé l'institution d'une unité de commandement des forces alliées groupées, sur le front occidental, autour de la France, et du Royaume-Uni. Il se rendra en particulier à Rome pour en vanter la nécessité auprès d'un gouvernement italien qui n'avait rejoint les pays de l'Entente qu'en mai 1915. Mais cette proposition survenait trop tôt et Foch n'en sera chargé qu'au printemps 1918. Lors du décès de Lyautey en 1934, cette idée totalement nouvelle sera mise en lumière par le Maréchal Pétain lui-même, alors ministre de la Guerre, dans son éloge funèbre. Nous verrons cependant que les relations entre les deux hommes furent souvent conflictuelles.

Dès le mois d'avril 1917, Lyautey retrouve, avec une satisfaction évidente, comme résident général, ce Maroc qu'il a appris à aimer. Il s'attache à achever la pacification de quelques territoires encore insoumis et se lance dans de gigantesques travaux d'aménagement urbain. C'est l'époque où le port de Casablanca devient, selon certains auteurs, « un chantier

pharaonique ». La découverte récente de ressources importantes en phosphate oblige architectes et ingénieurs à faire de Casablanca une infrastructure maritime gigantesque.

La fin de la Grande Guerre détermine Lyautey à s'intéresser à deux projets qui comportent, il faut bien le dire, une part d'utopie. Même si le traité de Fès n'attribue au Sultan qu'une souveraineté limitée en politique étrangère, le Résident général souhaite que le Royaume chérifien soit admis à la Société des Nations, mise en place lors de la conférence de Paris qui précède la signature du traité de Versailles, en 1919. Cette proposition est naturellement rejetée car jugée irréalisable sur un plan strictement juridique. Sur un autre plan, Lyautey s'intéresse particulièrement au démantèlement de l'Empire ottoman et à l'avènement d'une Turquie nouvelle dont le fondateur sera Mustafa Kemal Atatürk. Celui-ci a expulsé le dernier sultan ottoman de Constantinople qui portait le titre de Calife. Le Califat centré en Turquie se trouve naturellement dissous. Lyautey imagine par conséquent la possibilité de créer un nouveau « Califat occidental » qui serait installé au Maroc et dont le titulaire serait le Sultan Moulay Yousef. Un début de correspondance, est donc établi entre le résident général et Kemal Atatürk qui répond à Lyautey dans un français parfait. Mais cet échange reste sans aucun résultat, le nouveau chef de la république turque défendant un idéal strictement laïque.

Au début des années 20, Lyautey commence à ressentir une certaine lassitude. Il supporte de plus en plus mal les tentatives de certains ministres français d'intervenir directement dans ses affaires et de pratiquer cette « administration directe » qu'il a tant critiquée en Algérie. L'arrivée massive de colons européens lui fait craindre que le Maroc devienne une colonie de peuplement avec ses groupes de pressions et une ingérence inévitable dans le fonctionnement du Protectorat. Avec une rare lucidité, il comprend que le système mis en place en 1912 ne peut être que provisoire sur le long terme. Le 18 novembre 1920 dans une lettre au président du Conseil, il exprime son mécontentement : « Voici le moment de donner un sérieux coup de barre au point de vue de la politique indigène et de la participation de l'élément musulman aux affaires publiques. Il faut regarder bien en face... la situation du monde musulman et ne pas se laisser devancer par les événements. Ce n'est pas impunément qu'ont été lancées à travers le monde les formules du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les idées d'émancipation... Il faut bien se garder de croire que les Marocains échappent ou échapperont longtemps à ce mouvement général... Ils ne sont ni barbares, ni inertes... Il se forme chez eux une jeunesse qui se sent vivre et veut agir, qui a le goût de l'instruction et des affaires ». La multiplication de collèges destinés aux jeunes Marocains et permettant d'accéder au baccalauréat et à des débouchés dans l'administration civile et militaire paraît indispensable au Résident général. Dès 1918, a été créé à Meknès le collège militaire de Dar el Beida dont les meilleurs élèves officiers sont intégrés dans l'armée régulière et dont les trois premiers de chaque promotion bénéficient de postes à la Résidence et dans les différentes structures du Makhzen. Les meilleurs éléments se voient proposer des voyages en France et des rencontres avec quelques grands personnages de la République. Mais les résistances des différents ministères français rendent difficile un tel volontarisme. Cela n'empêche pas Lyautey d'accéder, en avril 1921, à la dignité de Maréchal de France. L'année suivante, il est à l'origine de la création d'une Académie des sciences coloniale. Mais au fil des mois, il est de plus en plus persuadé que le Protectorat n'est qu'une étape transitoire précédant, à long terme, l'accès à l'indépendance du Maroc comme État totalement souverain.

La guerre du Rif (1921-1926) déstabilise fortement la partie nord du pays érigé en protectorat espagnol. Elle est animée par Abd-El-Krim (1882-1963) qui n'est pas un simple chef de tribu tenté par la dissidence mais un véritable chef révolutionnaire, largement instruit et dont l'action inspirera ultérieurement des personnalités aussi diverses que Mao Tsé toung et Che Guevara. Dans un premier temps, le Protectorat espagnol est largement déstabilisé après la défaite subie, le 20 juillet 1921, par les forces du roi Alphonse XIII à Anoual. Le 1^{er} février 1922 est solennellement proclamée la naissance d'une République du Rif. Les forces d'Abd-El-

Krim menacent de pénétrer dans l'espace territorial du Protectorat français, ce qui met Lyautey et les services de la Résidence dans une situation particulièrement délicate. Dans un premier temps, le nouveau maréchal a cru pouvoir négocier avec le chef de la révolte, en appliquant une méthode qui lui avait jusqu'alors pratiquement réussi, mélange d'action diplomatique et de menaces d'affrontement militaire. Mais Lyautey a totalement sous-estimé le caractère résolument révolutionnaire du chef rifain. Il se voit dans l'obligation de solliciter de la France l'envoi de renforts, à un moment où l'avènement, en 1924 du gouvernement du « Cartel des gauches », dirigé par Edouard Herriot, dissimule à peine l'hostilité que lui inspire un résident général resté fidèle au royalisme légitimiste de ces jeunes années. Le 7 septembre 1925, est organisé le débarquement franco-espagnol d'Alhucemas qui précède de quelques mois la capture d'Abd-El-Krim par le futur général Henri Giraud, le 30 mai 1926 à Targuist.

La conclusion de la guerre du Rif constitue un double succès franco-espagnol qui a mis en lumière un officier qui est alors le plus jeune général de toutes les armées d'Europe, Francisco Franco, futur Chef de l'État espagnol de 1939 1975. Mais, du côté français, cet épisode marque la fin de la brillante carrière du Maréchal Lyautey au Maroc, dans des circonstances dépourvues de dignité. Le gouvernement français, présidé ensuite par Paul Painlevé, retire à Lyautey les membres de son état-major et envoie sur place le Maréchal Philippe Pétain pour les derniers mois de la guerre. Celui-ci parvient à Rabat le 22 août, muni des pleins pouvoirs et disposant de 400 000 hommes, ce qui permettra, à terme, la défaite d'Abd-El-Krim. Lyautey est convoqué à Paris en août 1925 mais se voit privé de toute rencontre ministérielle. On lui fait comprendre, par des voies détournées, que la nomination d'un nouveau résident général civil est souhaitable. Le 24 septembre, Lyautey signe sa lettre de démission. Il écrit : « C'est en toute sécurité de conscience que je demande à être relevé de mes fonctions ». Il entame ensuite une tournée d'adieu qui se termine par une ultime entrevue avec le sultan le 5 octobre 1925. Le 12 octobre, il embarque à Casablanca alors que le port est occupé par une foule immense. Plusieurs chefs de tribus lui ont adressé des lettres de reconnaissance et de remerciement. Lors du passage du croiseur Anfa à proximité de Gibraltar, les autorités maritimes britanniques lui rendent les honneurs dus à son rang. En revanche, il débarque, quelque temps plus tard, à Marseille dans un anonymat à peu près total. C'est là une des pages les moins glorieuses de l'histoire du Cartel des gauches, et, en particulier, du gouvernement Painlevé. Comme nous l'avons indiqué précédemment, le Maréchal ne sera pas invité, l'année suivante, à l'inauguration de la Grande Mosquée de Paris dont il avait pourtant conçu le projet.

De l'exposition coloniale à la retraite à Thorey (1927-1934)

Les gouvernements du Cartel des gauches n'étant pas parvenus à régler la crise financière, l'ancien Président de la République, Raymond Poincaré, est appelé à la présidence du Conseil en 1926 et parvient à stabiliser la valeur d'un franc « Poincaré », dévalué des 4/5 par rapport au « franc germinal ». Natif de Bar-le-Duc et imprégné d'un atavisme patriotique partagé par beaucoup de Lorrains, le nouveau chef du gouvernement entretient des rapports d'estime et d'amitié avec le Maréchal Lyautey dont il est le cadet de quatre années. La France songe alors à organiser une grande exposition coloniale autour de l'année 1930 pour célébrer le centenaire de la conquête de l'Algérie. En 1927, Poincaré propose à Lyautey d'en être le responsable et l'organisateur. Après un court temps de réflexion, le 27 juillet, celui-ci accepte officiellement d'être nommé commissaire général de l'Exposition Coloniale internationale. Le bâtisseur qu'est Lyautey s'enthousiasme pour ce projet, même si l'apologie de la colonisation ne coïncide pas exactement avec l'idée qu'il s'est faite du Protectorat, surtout au cours de ces dernières années passées au Maroc. Il s'entoure de savants, d'ethnologues, d'ingénieurs, d'architectes. Il appelle auprès de lui son ami architecte Albert Laprade qui fut son compagnon au Maroc et qui a contribué à embellir la nouvelle capitale Rabat et à concevoir les locaux de la

Résidence. Laprade sera sollicité pour agrandir et aménager le château de Thorey où le Maréchal a décidé de prendre sa retraite.

L'exposition est organisée à l'est de Paris dans le secteur de la Porte Dorée et du bois de Vincennes. Inauguré par le président de la République Gaston Doumergue, elle se déroule du 6 mai au 15 novembre 1931. Les pavillons du Maroc et de l'Algérie sont particulièrement soignés. Au milieu de constructions, par définition éphémères, se trouve le nouveau Palais de la porte Dorée conçu par Albert Laprade. Après la fin de l'exposition, ce bâtiment deviendra le musée de la Colonisation et conservera le bureau du Lyautey dans son état original. Depuis quelques années, cet édifice est transformé en musée de l'Immigration. Bien que contestée par certains adversaires traditionnels de l'expansion coloniale, dont plusieurs membres du mouvement surréaliste, l'Exposition suscite un véritable enthousiasme populaire avec plus de 33 millions de visiteurs, un chiffre supérieur à celui de la future Exposition universelle de 1937. Ce succès constitue une fin de carrière des plus honorables pour le vieux Maréchal qui bénéficie d'un respect et d'une estime largement partagés à travers le pays, à tel point qu'André Maurois ne tarde pas à publier la première biographie du vivant même de l'intéressé.

Hubert Lyautey avait hérité de sa famille du château de Crévic situé près de Lunéville, où il avait déposé tous les souvenirs consécutifs à ces différentes pérégrinations et auquel il était particulièrement attaché. Dès le début de la guerre de 1914, par pur esprit de vengeance, les Allemands ont incendié et complètement pillé cette résidence, ce qui fut pour Lyautey une source de souffrance considérable. Il a cependant reçu en héritage, d'une de ses tantes maternelles, d'un pavillon de chasse situé dans le village de Thorey, à proximité de la colline du Sion-Vaudémont, chère à Maurice Barrès, à une trente-cinq kilomètres au sud de Nancy. Dès 1922, le Maréchal sollicite son ami Albert Laprade pour transformer cet édifice en véritable château. L'essentiel des travaux est achevé en 1924. Le propriétaire s'y installe dès son retour en France fin 1925. Cette nouvelle résidence exprime parfaitement les goûts de Lyautey avec un escalier monumental destiné à faciliter les réceptions de hautes personnalités, une bibliothèque particulièrement étoffée qui témoigne des goûts littéraires particulièrement développés de l'intéressé, un salon lorrain et surtout un « salon marocain » rempli de souvenirs particulièrement chers. La localité ne tarde pas à prendre le nom de Thorey-Lyautey. L'installation tardive de l'ancien résident général au Maroc en plein cœur de la Lorraine témoigne de son attachement à l'égard de la province qui l'a vu naître. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, Lyautey n'a jamais cessé de témoigner une réelle vénération à l'égard de la dynastie des Habsbourg qu'il conviendrait mieux de désigner sous le patronyme de « Habsbourg-Lorraine ». Nous savons à quel point Lyautey a regretté l'échec du projet de paix séparée avec Autriche de 1917. Il ne peut se résoudre à accepter la nouvelle carte de l'Europe centrale avec l'éclatement de l'ancien Empire qui avait Vienne comme capitale. Dès le début de sa retraite, il ne tardera pas à témoigner son attachement aux descendants de cette dynastie. Il reçoit notamment, dans son appartement parisien, le jeune archiduc Otto de Habsbourg, fils du dernier empereur Charles I^{er}, décédé en exil à Madère en 1924, et de l'impératrice Zita. Otto de Habsbourg ne manquera jamais de rendre hommage à Hubert Lyautey qu'il a rencontré pour la première fois à la fin des années 20 alors qu'il sortait à peine de l'adolescence. L'attachement de Lyautey à sa Lorraine natale se manifeste également par la présidence qu'il accepte d'assumer aux amis du Musée lorrain de Nancy, par ses liens privilégiés avec l'Académie de Stanislas dont il devient un des membres éminents, par le patronage du GEC destiné à héberger les étudiants catholiques de l'ancienne capitale des ducs de Lorraine. À la mort de Barrès, en 1923, avait été décidée l'érection d'un monument au sommet de la colline de Sion, la « Colline inspirée ». Lyautey a présidé le comité chargé de sa réalisation ainsi que son inauguration en septembre 1928.

L'aménagement du château de Thorey permet à son propriétaire de recevoir, à de nombreuses reprises, les personnages les plus importants du Royaume chérifien. Dès 1926, le

sultan Moulay-Youssef, indigné de constater l'absence de Lyautey à l'inauguration de la Grande mosquée de Paris, se hâte de se rendre en Lorraine pour présenter ses hommages à son ami, l'ancien résident général. Mohamed Ben Youssef, nouveau jeune sultan à la mort de son père en 1927 et futur Roi Mohammed V, ne tarde à fréquenter régulièrement le domaine de Thorey, qu'il complète généralement par une visite au château d'Haroué, distant seulement de quelques kilomètres. En juin 1934, deux semaines avant le décès du Maréchal, le Sultan est accueilli pour la dernière fois à Thorey en compagnie de son jeune fils aîné, le prince Moulay Hassan, futur Roi Hassan II, âgé d'à peine quatre ans. Une photographie a immortalisé cette rencontre. Elle est très souvent reproduite et vendue comme carte postale dans la boutique de souvenirs aménagée à l'intérieur du château de Thorey.

Dès les dernières années de son séjour au Maroc, la santé du Maréchal Lyautey avait connu plusieurs étapes de dégradation, ce qui ne l'avait pourtant pas contraint, à renoncer à ses nombreuses activités, y compris au moment de l'exposition coloniale. L'issue fatale survient cependant le 27 juillet 1934. Lyautey décède quelques mois avant d'avoir atteint le seuil de 80 ans, le 17 novembre suivant. Sa dépouille est d'abord disposée, dès le lendemain, à la Chapelle des Cordeliers à Nancy, l'ancienne chapelle des ducs de Lorraine qui jouxte le Musée lorrain. Le Sultan Mohamed Ben Youssef se trouvait alors à Marseille, sur le point de regagner son pays. Particulièrement touché par l'annonce de la nouvelle, il revient précipitamment à Nancy pour aller s'incliner, en pleurant à chaudes larmes, sur la dépouille d'un personnage qu'il n'a cessé de respecter. Cette scène est rapidement mentionnée dans la biographie rédigée par André Maurois et rééditée, pour l'occasion.

Lyautey avait demandé expressément, par testament, que ses obsèques soient célébrées à Nancy et que son inhumation ait lieu au Maroc. Le 2 août 1934, une messe de Requiem est célébrée à la cathédrale de Nancy en présence du président de la République Albert Lebrun, lui-même originaire de Lorraine. Le transfert de la dépouille n'est pas possible dans l'immédiat et le cercueil de Lyautey est déposé, durant quelques mois, dans la crypte de la cathédrale. On a pu parler, à l'époque, d'obsèques nationales bien que la cérémonie n'ait pas été organisée à Paris. Ce n'est qu'en octobre 1935 que les restes de Lyautey sont transférés à Rabat. Un mausolée a été spécialement réalisé à cette intention, dans le parc de la résidence générale. Une inscription, sans doute rédigé par Lyautey lui-même est gravée sur un des murs, en français et en arabe, résume parfaitement ce que fut l'idéal de l'intéressé dans son action au Maroc. On peut notamment y lire : « Ici repose Louis-Hubert Lyautey, qui fut le premier Résident Général du Maroc de 1912 à 1925. Décédé dans la foi catholique, dont il reçut en pleine foi les derniers sacrements. Profondément respectueux des traditions ancestrales et de la religion gardée et pratiquée par les habitants du Maghreb auprès desquels il a voulu reposer en cette terre qu'il a tant aimée. Dieu ait son âme dans la vie éternelle ». Cette inscription exprime parfaitement son empathie à l'égard de la Religion musulmane, conforme aux sentiments largement partagés à cette époque. Elle rappelle également le retour de Lyautey à la foi catholique de son enfance, après qu'il eut traversé des périodes d'agnosticisme. Son retour à une pratique religieuse régulière daterait de l'année 1930, après que l'intéressé se fut confessé auprès du curé de Thorey et eut communié pour la première fois depuis de nombreuses années. L'épouse de Lyautey, appelée communément « la Maréchale », décédera seulement en février 1953, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. D'abord inhumée auprès de son mari à Rabat, elle repose maintenant dans le cimetière communal de Thorey-Lyautey.

Le maintien en l'état du mausolée de Rabat posera un certain nombre de problèmes dans les derniers mois du règne de Mohammed V, disparu en février 1961. Dans les premiers mois de son indépendance, effective en 1956, le Maroc a été l'objet d'un certain nombre de turbulences avec la manifestation de plusieurs types d'opposition politique et régionale. Mentionnons le maintien d'une agitation endémique dans le Rif ainsi que l'expression d'une contestation de type révolutionnaire avec Ben Barka. Le sultan craignait donc une profanation

de la sépulture de l'ancien résident général et avait engagé un début de négociations avec la France pour trouver une solution. C'est au nouveau Roi Hassan II qu'incombera la responsabilité de conclure avec le gouvernement du général de Gaulle un accord pour le rapatriement des restes du Maréchal Lyautey en France. Lorsqu'éclate à Alger le « putsch des généraux », le samedi 22 avril 1961, le ministre des Armées Pierre Messmer se trouve alors à Rabat pour mettre au point les modalités de ce transfert avant de rentrer précipitamment à Paris. C'est finalement dans la crypte des Invalides que Lyautey connaîtra son dernier repos, au terme d'une cérémonie solennelle présidée par le général de Gaulle, quelques jours après l'échec du putsch d'Alger, le 10 mai 1961. Dans un discours conçu en rapport avec l'actualité immédiate, le chef de l'État déclare notamment :

« C'est en terre française, à Paris, aux Invalides, que le Maréchal Lyautey va poursuivre son dernier sommeil. Pour lui, il paraît donc sembler que tout soit définitif. Il n'en est rien cependant. Si noble que puisse être le décor offert finalement à ses cendres, l'esprit et les actes de Lyautey ne sauraient être ensevelis. Dans un monde où tout change, la flamme qui l'animait est vivante... Qu'y eut-il de plus clairvoyant et de plus fort que ce que le Maréchal écrivait sur l'ensemble de l'Afrique du Nord en 1920, c'est-à-dire au moment même où notre victoire dans la grande guerre plaçait au plus haut notre confiance en nous-mêmes et notre prestige dans l'univers : « Il y a lieu de prévoir, disait-il, qu'en un temps plus ou moins lointain, l'Afrique du Nord, évoluée, vivant de sa vie autonome se détachera de la métropole. Il faut qu'à ce moment-là, ajoutait-il, cette séparation se fit sans douleur et que les Africains continuent toujours de se tourner vers la France ». En vérité, le maréchal Lyautey n'a pas fini de servir la France ».

Dans le contexte de la guerre d'Algérie et à moins d'un an de la signature des accords d'Évian, on ne manquera pas de relever la volonté du général de Gaulle d'utiliser les réflexions de Lyautey concernant son action au Maroc pour justifier sa propre politique algérienne. Ses adversaires, de tendance « Algérie française », parlèrent alors, non sans excès, d'instrumentalisation.

Conclusion

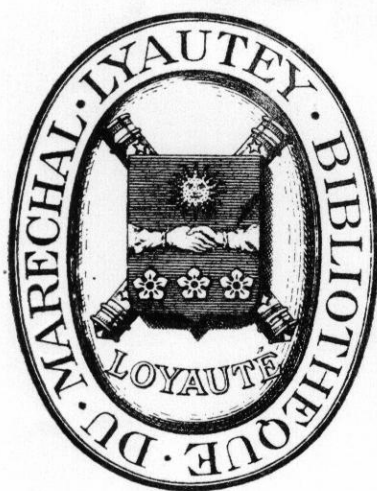
Pour conclure sur la personnalité particulièrement riche et complexe qui fut celle d'Hubert Lyautey, il est opportun de citer l'intéressé lui-même, qui, peu avant sa disparition, déclarait à Raymond Postal : « Au fond, si j'ai réussi au Maroc, dans la tâche que le gouvernement de la République m'avait confiée là-bas, c'est pour les raisons mêmes qui me rendaient inutilisable en France [...] J'ai réussi au Maroc parce que je suis monarchiste et que je m'y suis trouvé en pays monarchique. Il y avait le Sultan, dont je n'ai jamais cessé de respecter et de soutenir l'autorité [...] J'étais religieux, et le Maroc est un pays religieux [...] Je crois qu'il n'y a pas de vie nationale possible et prospère, et naturelle, qui ne fasse sa place au sentiment religieux, aux disciplines religieuses [...] Je crois à la bienfaisance, à la nécessité d'une vie sociale hiérarchisée. Je suis pour l'aristocratie, pour le gouvernement des meilleurs [...] Mais tout cela m'eût été impossible en France [...] Et c'est pour cela que je n'aurais peut-être pas réussi à Strasbourg »².

Après le décès de Pierre Lyautey, seul héritier et exécuteur testamentaire du Maréchal, en 1976, s'est posée la question de l'avenir du château de Thorey. Après plusieurs années de difficiles négociations, furent réunis les fonds destinés à mettre en place une fondation chargée de la conservation du prestigieux édifice. Il ne tarda pas à être inscrit au patrimoine et fut géré avec un soin et une vigilance admirables par le colonel Geoffroy disparu récemment. Fermé pendant la récente pandémie, l'édifice est de nouveau accessible aux touristes mais des travaux d'importantes restaurations, à l'extérieur comme à l'intérieur, sont devenus nécessaires.

² Citation présente dans l'ouvrage de Raymond POSTAL, *Présence de Lyautey*, Paris, éditions Alsatia, 1941.

C'est la fondation Patrimoine, confiée à l'acteur Stéphane Bern, qui est chargée de réunir les fonds indispensables à la réalisation de ces travaux particulièrement importants.

Enfin, il n'est pas interdit de se poser la question de ce que représente Lyautey dans la société marocaine actuelle. Il faut d'abord savoir que l'enseignement de l'histoire y est très insuffisant, centré en priorité sur l'idéalisation de la dynastie alaouite. La figure de Lyautey est donc largement ignorée, sauf parmi les élites. On peut parler, à cet égard, « d'indifférence respectueuse ». On célèbre, cette année, le centenaire de la fondation du Lycée Lyautey à Casablanca, restructuré en 1959 comme dépendant de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et rattaché à l'Académie de Bordeaux. Citons, pour terminer, ces propos qu'aurait tenus le Roi Hassan II à l'écrivain Franz-Olivier Giesbert, rapportés dans son dernier ouvrage : « Vous autres, Français, vous n'admirez pas assez Lyautey »³.



Ex-libris du maréchal Lyautey

Gravure sur acier

Association française pour la connaissance de l'ex-libris

Quelques éléments de bibliographie

Le nombre d'ouvrages consacrés à Hubert Lyautey est pléthorique. Une liste exhaustive occupe une dizaine de pages sur un site Internet très connu, spécialisé dans la vente par correspondance. Nous nous contentons donc d'indiquer quatre références fondamentales :

- André LE RÊVÉREND : *Lyautey*, Paris, Fayard, 1983 (bonne biographie classique).
- Daniel RIVET : *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc, 1912–1925*, Paris, L'Harmattan, 2000 (thèse de doctorat en trois volumes, fondamentale).
- Arnaud TEYSSIER : *Lyautey*, Paris, collection TEMPUS, 2009 (une des biographies les plus récentes, claire et bien rédigée).
- Pierre VERMEREN : *La France en terre d'Islam. Empire colonial et religions*, Paris, Belin, collection « Histoire », 2018 ; réédité dans la collection « Texto-Tallandier » en 2020 (un regard neuf porté sur la colonisation française en pays musulman. L'ouvrage est écrit par un ancien étudiant de l'auteur du présent article, devenu spécialiste du mode arabo-musulman et professeur des Universités à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

³ in Franz-Olivier GIESBERT, *Histoire intime de la V^e République*. LE SURSAUT, Paris, Gallimard, 2021.